

**La Santé pour tous !
Se réapproprié Alma Ata
2007, Editions du CETIM, 336 pages.
ISBN 2-88053-052-0**

Texte reçu en version originale version longue

LA SANTE AU TRAVAIL : EN FINIR AVEC LE TRAVAIL CONTAMINE ET SES
EFFETS DELETERES SUR LA SANTE ET LES LIENS SOCIAUX

Collectif des medecins du travail de Bourg en Bresse

A l'heure où nous écrivons , l'état de la santé au travail est tellement chaotique en France que la gravité de la situation devient de plus en plus visible .L'actualité donne enfin à voir et sort du tabou les réalités dont nous témoignons depuis plus de 12 ans : **le travail « contaminé » par les effets pervers de l'ultra-libéralisme et ses forces d'occultation, contamine à son tour la santé et le lien social.** Nous sommes un groupe de huit médecins du travail, « unis » en collectif et témoignant publiquement depuis douze ans sous une double impulsion : nous sommes scandalisés par les constats délétères grandissants tout autant que par l'impuissance d'un système de prévention « beau » dans son objectif théorique « d'éviter l'altération de la santé du fait du travail » mais « laid » dans son hypocrisie de fait. Pour essayer malgré tout d'être efficaces nous avons témoigné dans nos rapports et de nombreux écrits rendus publics des graves constats d'atteintes à la santé dues au travail et des nécessaires remises en cause en insistant sur les mécanismes à l'œuvre dans le travail, extrêmement dangereux pour la santé des individus et la cohésion sociale .

En effet, parler de la Santé au Travail c'est traiter d'abord de tout le mal qu'on a fait au travail : c'est parler des torts qui ont frappé au cœur de ce qui , dans le travail , est indispensable à l'homme dans sa quête d'accomplissement de soi ; des torts qui ont pollué le travail comme valeur , comme nourriture , essentielles à la construction de la santé individuelle et collective , de la cohésion sociale , bref , de la bonne santé de la démocratie. Le Monde Diplomatique a parlé à propos des médias du rôle qu'ils ne jouent plus dans l'équilibre démocratique . L'information est devenue contaminée , tellement ils ont cessé de défendre les citoyens quand ils n'agissent pas carrément contre eux . Après la nourriture contaminée , dit-il , il faut maintenant compter avec l'information contaminée .

Dans le monde du travail nous connaissons déjà l'air contaminé et ses ravages passés et malheureusement à venir car un scandale comme celui de l'amiante n'a pas réellement débouché en France , sur une remise en cause profonde de la politique de prévention. La thèse du Monde Diplomatique nous parle pleinement, tellement elle pèse négativement dans le domaine de la santé au travail . Hélas sur ce même terrain, ce n'est pas fini car il faut compter avec encore plus intime comme contamination : c'est le travail lui-même qui est contaminé , frappant au plus large le monde du travail toutes catégories salariées confondues . **Parler du travail contaminé n'est pas de trop**, tellement les changements intervenus dans le travail , liés à l'organisation du travail et aux modes de gestion des salariés, engendrent un impact très négatif sur la santé mentale des salariés . Le dénominateur commun de ces processus contaminants est d'être l'aboutissement des effets liés à l'incroyable emballement d'un système sous-tendu par la logique effrénée de la rentabilité maximale et du profit à court terme . **Nous sommes devant un problème majeur pour la démocratie et sans un assainissement en profondeur de ce problème , toutes les questions de société qui y sont rattachées comme celles de la protection sociale , de la retraite , de l'assurance –maladie ne pourront être traitées avec justesse et justice.**

Il nous faut pointer l'extraordinaire décalage entre les réalités très inquiétantes touchant à la santé des salariés et les discours politico-médiatiques actuels . Il nous faut pointer le contraste très saisissant entre la forte montée en puissance depuis plus de quinze ans d'une multitude d'atteintes à la santé des travailleurs et de la précarité liées aux bouleversements ainsi qu'à la mise sous tension du monde du travail avec, en face, l'absence de mesures sérieuses qui doivent être prises de manière urgente pour endiguer ces phénomènes . Certes une part de ces réalités souffre d'un manque de visibilité sociale et il faut compter avec des forces d'occultation qui sont à l'œuvre pour escamoter le mal qui ronge le monde du travail. Pourtant ces phénomènes n'arrivent plus à cacher la déferlante des atteintes multiples à la santé et ne peuvent plus justifier un quelconque manque de perception de ces réalités par les décideurs pour expliquer leur inaction. Un certain nombre d'évènements socio-politiques ont validé ces dernières années nos hypothèses du côté de la grande désespérance de la population française . Le vote du 29 mai 2005 (référendum européen) qui prend ses racines très loin dans la grande souffrance de devoir subir en silence , a vomi le non-sens quotidien généré par le libéralisme . Il reflète de façon bruyante toute la distorsion entre le vécu des citoyens (que nous recevons tous les jours dans nos cabinets médicaux) et le discours ambiant des médias et des décideurs . Il marque le point culminant de la désespérance du non-sens ultra-libéral et de l'absence de perspectives d'en sortir. Il n'a pas étonné les cliniciens que nous sommes à l'écoute de cette souffrance de plus en plus envahissante bien que cachée. Malgré tout, nous y voyons aussi la marque d'une brèche dans la spirale négative par réappropriation de l'expression de la réalité vécue , dans une irruption d'un mouvement démocratique porteur d'espoir et de santé .

Ces constats délétères ne datent pas d'hier , loin s'en faut ; il y a une littérature abondante sur la montée en puissance des pénibilités et autres indices en santé au travail comme les incroyables inégalités sociales de santé très fortement liées aux facteurs professionnels . Ces résultats proviennent de multiples études et enquêtes ; certains émanent des services mêmes du ministère du travail. Il y a eu aussi de nombreux rapports comme ceux de la Cour des Comptes en 2001 et celui de l'IGAS (inspection générale des affaires sociales) en 2003 qui pointent **la nette insuffisance d'engagement des pouvoirs publics pour ces questions de santé au travail** et les invitent à prendre les mesures identifiées depuis longtemps comme indispensables si on veut que cela change ; ces quelques mesures font aussi consensus chez les professionnels qui connaissent bien le dossier . Comment donc expliquer l'inaction des décideurs devant autant de constats délétères autrement que par une attitude de déni des réalités . Il est évident qu'admettre ces réalités qui pèsent sur les salariés oblige à admettre les graves dysfonctionnements du système . Hélas, nous constatons plutôt les phénomènes inverses : au lieu de s'en prendre au système , ce sont les travailleurs qui sont pris à parti.

Les praticiens de terrain confrontés aux réalités de tous les jours du monde du travail connaissent bien ces phénomènes de déni des réalités . Il s'agit de cette tendance lourde chez les décideurs d'entreprises qui consiste à ne pas voir et réfléchir sur les vraies causes de dysfonctionnements imputables à une organisation de travail contraignante ou inadaptée mais à les analyser exclusivement en terme de comportements individuels . On en arrive à des situations extravagantes dans lesquelles non seulement les salariés paient de leur santé leur confrontation à ces organisations du travail mais se voient attribuer la responsabilité de ces dysfonctionnements . Cela devient franchement inquiétant quand ce sont les responsables nationaux qui se laissent gagner par cette attitude insensée : au lieu d'admettre les ravages grandissants du système , il y a une fuite en avant avec des basculements du côté d'interprétations non argumentées mais très péjoratives pour la France qui travaille , au sein de propos qui transforment les victimes en coupables . Il y a comme l'ouverture « d'une chasse aux salariés » qui apporte un facteur supplémentaire de gravité , très inquiétant . En effet de telles situations ne peuvent qu'accroître le désarroi et la frustration des salariés ,

surtout pour ceux qui paient le plus lourd tribut dans leur rapport aux conditions de travail dégradées .On sait où peut mener la désespérance . Comment peut-on oublier le 21 avril 2002 ? (élections présidentielles)

La bonne santé des citoyens n'est-elle pas un des critères essentiels du bon équilibre démocratique d'une nation ? Or dans le monde du travail , il y a des constats déléteres : au sein d'une réflexion sur la démocratie , on ne tire pas les mêmes enseignements selon que l'on intègre ou non ces constats . Donc , ceux qui sont inquiets des dérives du système actuel doivent s'empoigner de ces constats et de leurs liens évidents avec les excès de celui-ci pour étayer leurs analyses . On constate encore trop souvent la nette « sous-utilisation » des mauvais indices de santé au travail : on passe vite dessus comme si c'est une fatalité , on banalise , comme si ce sont des faits accomplis contre lesquels on ne peut rien . Des politiques systématiques de réduction des coûts , des effectifs et des moyens ont accru considérablement la pression sur l'ensemble des travailleurs avec diminution des marges de manœuvre indispensables pour effectuer le travail . Il en découle une intensification du travail avec la montée en puissance des troubles musculo-squelettiques , stress, syndromes anxio-dépressifs , suicides . Il y a lieu de préciser que cette intensification devient essentiellement dangereuse pour la santé quand elle s'accompagne de l'amputation du pouvoir d'agir. N'oublions pas que la définition de la santé est fortement référée au degré de liberté des individus et donc la pression du travail devient grandement pathogène à partir du moment ou l'individu est amputé de ses possibilités d'action pour infléchir le cours des choses dans le sens de ses valeurs et de l'accomplissement de soi .

Dans ce contexte de réduction de marge de manœuvre , de mise en concurrence des salariés et d'individualisation marquée, le contraste est saisissant entre la poussée vers une responsabilisation individuelle des salariés et la rigidification des contrôles .

L'activité en mode dégradé contamine le rapport que les salariés entretiennent avec leur propre travail . Finalement, ils ne se reconnaissent pas eux-mêmes dans ce qu'ils font . De l'évolution des rapports avec la hiérarchie qui juge sur des critères que les salariés ne partagent pas, à l'émiettement des collectifs qui ne permet plus la validation par les pairs , tout concourt à une profonde perturbation des mécanismes de reconnaissance et de la rétribution qui en découle pour permettre la construction de l'identité. C'est précisément ici que le processus de contamination est à l'œuvre. A partir du moment où la dégradation de l'activité de travail mine les règles et les valeurs de métier , cela représente un facteur puissant d'affaiblissement des individus et des collectifs. Les conséquences en terme de pathologies mentales sont multiples : des vraies décompensations psychiques aux suicides , à la souffrance en silence qui entraîne des conduites défensives avec repli sur soi , somatisations , violences entre collègues ou vis à vis du public sans compter les phénomènes compensatoires en terme de conduites addictives (tabac , alcool) qui vont être mis sur le compte des comportements individuels et renvoyés dans le pot commun du malheur social dont « personne n'est responsable » ! L'organisation porte en germe une source de violence qui , si elle éclate, sera elle aussi dénoncée en terme de comportements voire criminalisée , alors qu'en fait **c'est tout ce drame du travail qui va coloniser le « hors travail » de souffrance sociale , voire de violence . C'est ainsi que même dans le cas où il y a réduction du temps de travail , jamais le travail n'a autant colonisé le hors travail.L'implosion des solidarités dans le travail est une des sources puissantes de conditionnement social aux individualismes dans la société.**

La France est **LANterne ROUGE** en Europe de la plupart des indices en santé au travail et de manière caricaturale en tête des inégalités sociales .Il pourrait suffire d'un chiffre : en ce qui concerne la mortalité , il existe un différentiel de 71 % entre les

travailleurs manuels et les non-manuels , ce qui est en moyenne deux fois plus que les autres pays d'Europe .

Le déni et le silence chroniques et répétitifs sur les graves problèmes de santé au travail ne sont pas d'aujourd'hui comme le prouve l'exemple tristement didactique de l'amiante .

-D'après l'épidémiologiste Marcel Goldberg , on attend entre 50000 et 100000 morts dus à l'amiante dans les vingt prochaines années . Alors que les pathologies dues à l'amiante et en particulier sa cancérogénicité ont été décrites dans les années 1930 , entre 1960 et 1970 , les importations françaises d'amiante ont augmentées de 65% . Encore en 1993 , la France sera le premier importateur mondial d'amiante alors que d'autres pays européens l'ont déjà bannie. (Allemagne , Danemark , Pays –Bas). En 1977 , le flochage à l'amiante est interdit dans les immeubles d'habitation mais les salariés français sont « autorisés à respirer » jusqu'à 2 fibres par centimètre cube d'air . L'amiante sera interdite en 1997 après plus d'un demi-siècle de déni du risque .

Actuellement , la leçon n'a toujours pas été tirée. Il y a **en France un million de salariés exposés à des cancérigènes reconnus , la moitié sans protection collective** ; 4 millions à des produits toxiques .

Voilà l'intelligibilité du monde et de la santé au travail telle que l'on peut la construire et la renvoyer si on analyse ses réalités à partir de l'unique point de vue de l'intérêt de l'homme au travail , de sa santé et de son bien-être . Cela permet de faire émerger les vraies questions à partir de l'immensité de la partie cachée du monde du travail .

Le collectif des médecins du travail de Bourg en Bresse s'est donné cet objectif depuis plus de douze ans , scandalisé d'une part par la montée en puissance des nouvelles atteintes à la santé liées au travail , perceptibles à partir du début des années 90 et d'autre part , par le constat de l'impossibilité d'exercer un vrai métier de médecin du travail du fait d'un verrouillage institutionnel aussi pervers que redoutable . Nous nous sommes spontanément unis en 1994, suite à une énième atteinte à l'indépendance professionnelle de l'un d'entre nous , ce qui a été la goutte d'eau déclenchante de notre union; mais il y avait aussi un besoin irrépressible de recherche de sens , qui fait tellement défaut dans une profession construite sur un socle de non-sens . A nous tous , il nous était plus facile de rompre avec la doctrine diabolique en médecine du travail qui nous fait œuvrer à contre-sens par rapport à l'objectif légal affiché . Nous nous sommes trouvés enfin en mesure de construire les vraies règles de métier à partir des seules valeurs déontologiques et de l'objectif de la loi de 1946 . La mise en commun de nos expériences , de nos difficultés , de nos échecs et de nos constats se sont traduits naturellement par une analyse plus fine , plus pertinente des problèmes de santé au travail. Nous suivons environ 25000 salariés , répartis dans 2500 entreprises de 1 à 500 salariés en majorité des T.P.E. et P.M.E. Notre ancienneté dans la profession est supérieure à 20 ans en moyenne , avec une ancienneté sur le même secteur géographique supérieure à douze ans , ce qui nous met en quelque sorte dans la situation d'un observatoire de santé. Sur la base de nos constats nous avons mené des actions de coopération avec les instances comme l'inspection du travail et les C.R.A.M. Nous avons priorisé trois thèmes pour ces actions en fonction du degré de gravité de nos constats : l'aéropollution des lieux de travail , le travail des apprentis dans les métiers de bouche eu égard aux horaires excessifs ou atypiques et enfin les atteintes à la santé liées à l'intensification du travail surtout dans le secteur agro-alimentaire et plus principalement dans les abattoirs . Malgré plusieurs années de recul pendant lesquelles nous avons effectué un patient travail d'identification des risques et des contraintes avec leur évaluation , ainsi que d'analyse et de sensibilisation menées dans les entreprises concernées en vue d'inciter à la transformation des situations de travail dans le sens favorable à la santé des salariés , les résultats s'avèrent décevants . Notre expérience démontre nettement que ce n'est pas par défaut d'information ou de sensibilisation que les transformations nécessaires à la protection de la santé au travail ne se réalisent pas dans les entreprises . C'est que la logique

du système laisse fort peu de place aux préoccupations préventives . Dans toutes ces situations de travail où nous avons repéré un danger pour la santé des salariés , les mesures coercitives auraient dû succéder à la longue phase de sensibilisation pour exiger sans détours les transformations nécessaires .Nous partageons le point de vue du Haut Comité de Santé Publique qui concluait déjà dans le début des années 90 , « à un morcellement et à un manque de professionnalisme du dispositif mis en place et surtout, pointait **le non-respect de la loi sur l'air sur les lieux du travail , alors que c'est là où la pollution est la plus forte . »**

Au nom du primat des logiques financières et du profit, on arrive donc à une situation terriblement absurde , car une prévention est parfaitement possible.Elle permettrait non seulement le plus grand bond sanitaire en avant de notre époque mais par là même démocratique . **Il faut absolument se dire que les choses sont remédiables en ce domaine.**

Il n'y a aucune raison pour interioriser les atteintes à la santé au travail comme étant une fatalité. Réduire l'énorme coût humain en santé au travail est du domaine du parfaitement possible ; cela permettrait de plus de réduire le coût pour la société.

En premier lieu, rien ne pourra être fait si l'on ne remet pas en question l'idéologie dominante actuelle . De notre expérience , tous les préventeurs resteront dans un fonctionnement d'alibis et de faux-semblants si l'on ne prend pas la décision ferme de mettre un terme à l'incroyable fuite en avant actuelle du système et si l'on ne réinstitue pas une vraie démocratie sociale avec une réelle liberté de parole des salariés dans l'entreprise .

Il est indispensable de sortir de l'hypocrisie chronique et d'enrayer l'enclavement du jeu social et libérer le formidable potentiel d'émancipation des acteurs de prévention : inspection du travail, médecin du travail , sécurité socialeSeule une action authentique et simultanée sur tous les déterminants peut prétendre être efficace ; nous sommes là bien loin du dernier décret français.

De notre expérience et à travers les marqueurs catastrophiques de santé au travail nous pouvons affirmer que le travail dégradé est une cause première dans le mécanisme de la souffrance des français et a contrario un travail de qualité est un déterminant majeur dans la santé des populations. Nous voulons alerter sur la centralité de ce thème « travail » toujours masqué par les tenants du système mais aussi malheureusement par ceux qui le critiquent ,immolé sur l'autel d'autre question :emploi ,salaire, retraite...En effet , nous sommes effarés du pouvoir incroyable de « brouillage » du système qui fonctionne en permanence dans l'inversion par un usage manipulateur du langage :

-« la valeur travail » vampirisée par les compressions des coûts est utilisée pour exploiter toujours plus au mépris de la qualité et donc du vrai sens du travail.

-alors que le travail frénétique et démotivant entraîne une usure prématurée , il est annoncé qu'il faudra travailler de plus en plus longtemps.

-enfin le plus ignominieux à nos yeux est d'oser dire que la liberté s'arrête là où commence le droit du travail alors que nous sommes témoins dans l'impuissance, d'une dérégulation galopante qui fait régner la loi du plus fort et l'écrasement des faibles .

Sortir du mensonge et du faux-semblant chronique en dénonçant ce brouillage et en remettant ce déterminant « de la valeur travail » à la place qui est la sienne est indispensable pour sortir la France du chaos grandissant dans lequel elle s'enfonce .La situation de ce soi-disant « grand pays occidental » démocratique est un exemple des effets dévastateurs de la caricature du système libéral et préfigure malheureusement ce qui peut arriver à tous les pays du monde, si rien ne se passe pour y remédier .

Docteurs Cellier,Chapuis,Chauvin,Delpuech,Devantay,Ghanty,Lafarge,Lauze
Collectif des Médecins du travail de Bourg-en-Bresse

41,boulevard Voltaire
01000 Bourg-en-Bresse Tél : 04 74 21 88 24
elisabethdelpuech@hotmail.com
yusuf.ghanty@wanadoo.fr